

suite de la page 1

Evènements du 8 Août 2004

Arrestations dans la Grande Muette

Les sources

En cherchant à réunir les éléments pouvant éclairer sur les sources de cette information on ne peut que citer le Ministre de la Défense qui déclara que "les forces armées, de sécurité et des services de renseignements ont mis en échec un complot ourdi par les instigateurs de la tentative de coup d'Etat de juin 2003 à travers leurs complices restés sur le territoire national."

Faudra-t-il entendre par "les forces armées, de sécurité et des services de renseignements" une coordination de l'action menée par l'Armée nationale, la Gendarmerie, la Garde et la Police ? Pourtant d'autres rumeurs se plaisent à parler de services de renseignements extérieurs. D'autres d'un officier contacté par les présumés et qui les aurait vendus. Des rumeurs plus persistantes évoquent l'intervention auprès du Président de la République de personnes civiles pour dénoncer les comploteurs. Quoiqu'il en soit une autre réalité est vérifiée : les chefs de état-majors de l'Armée nationale et de la Garde qui assistaient en présence de plusieurs officiers supérieurs à la sortie, jeudi 5 août, de la promotion d'élèves officiers de l'EMIA à Atar dite "Promotion Feu Colonel Mohamed Lemine Ould N'Diayane", sont restés faire du tourisme en cette période de Guetna et ne sont revenus que le samedi soir (7 août) de l'Adrar, rappelés en extremis. Ignoraient-ils ce qui se tramait le 8 août? Rien n'est moins sûr.

L'Armée dans tous ses états

Dans la rue, les avis sont mitigés entre ceux qui croient en la version officielle revigorés par l'image triomphante d'un Pouvoir qui a tenu tête aux putschistes du 8 juin 2003, et ceux qui la rejettent, préférant l'associer aux manipulations policiennes la décrivant comme étant un complot imaginaire.

Mais au-delà des prises de position des uns et des autres et loin de toute surenchère, il convient sans nul doute de rappeler l'évolution historique de notre armée nationale et ses changements qui ont été marqués à la fois par des coups d'Etat fourrés, sanglants ou réussis.

Créée le 25 novembre 1960, l'Armée nationale était un mariage savant d'enseignants, de moniteurs, d'anciens combattants de l'AOF et des gorniers qui regroupaient la Mauritanie dans toute sa diversité multiraciale. Outre ces enseignants et ses moniteurs, les premiers instruits qui l'intégreront constitueront la crème de cette Grande Muette, formés en France jusqu'à la fin des années 60. Après la révision des accords de défense entre la Mauritanie et la France, l'Armée nationale orientera ses hommes aux écoles militaires de Churchill (Algérie), Meknass (Maroc), en Jordanie, en Egypte, en Arabie Séoudite, en URSS, et dans d'autres

pays amis de l'époque. Avec la guerre du Sahara Occidental, l'Armée nationale, qui était sous-équipée et faible commence alors à prendre l'essentiel du budget de l'Etat. Le prolongement de la guerre aggrave la situation économique du pays et l'Armée se rend compte que l'Etat ne peut supporter cette "guerre par procuration" dans laquelle il s'enlise économiquement. D'où le coup d'Etat du 10 juillet 1978 qui porte à la tête du pays, le colonel Moustapha Ould Mohamed Saleck, à l'époque chef d'Etat-major de l'Armée nationale. Le régime d'exception durera de 1978 jusqu'à la démocratisation de la vie politique en 1991. Ces treize années de pouvoir militaire seront marquées par une instabilité politique sans précédent. Pas moins de huit coups d'Etat, révolution de palais, tentative sanglante de putsch manqué et changements réussis vont plonger la Mauritanie dans une ère d'incertitudes particulièrement entre 1978 et 1984. Au cours de ces six années, quatre hommes en treillis vont se succéder à la tête du pays (Moustapha Ould Mohamed Saleck, Mohamed Mahmoud Ould Louly S/C de Ahmed Ould Bouceif, Mohamed Khouna Ould Haidalla et Maaouya Ould Sid'Ahmed Taya) et une tentative sanglante venant du Maroc fera date le 16 mars 1981. Depuis 1984, le régime de Ould Taya sera des plus stables, nonobstant les putschs déjoués, sans coup féric, en octobre 1987, en août 1988 et en novembre 1991.

Il faut souligner au passage que la majorité des membres du CMSN au pouvoir étant devenus trop riches et les prises de pouvoir devenant synonymes de richesse, plusieurs jeunes diplômés avaient intégré l'Armée nationale. Certains s'essayeront à la tenue militaire parce qu'ils ont l'armée dans le sang, mais beaucoup d'autres s'y engageront à la poursuite du diamant vert, convaincus qu'ils sont, que l'Armée dirigera éternellement le pays et que leur tour ne manquera de venir. C'est d'ailleurs pourquoi, d'aucuns pensent que nombre de ces officiers recrutés après 1978 et qui sont devenus des officiers supérieurs après l'instauration de la démocratie, figurent aujourd'hui parmi les présumés putschistes arrêtés ou en fuite.

Or, avec l'avènement de la démocratie et le vent de liberté qui soufflera sur le pays et le paysage politique, c'est une nouvelle donne qui est entrée en jeu : les militaires sont retournés dans leurs casernes pour se professionnaliser et devenir une armée de métier. Les formations spécialisées dans les grandes écoles militaires ont été multipliées, un hôpital et un hôtel militaires ont été construits et des centres de formations militaires ont alors été ouverts. L'Armée mauritanienne est aujourd'hui dotée d'infrastructures de base à même de l'aider à jouer pleinement son rôle d'armée républicaine au service du peuple grâce à ses écoles de l'EMIA d'Atar, du CFTAN de Rosso, du Centre



des caporaux d'Akjoujt, de l'Ecole des Sous-Officiers de Néma, du Centre National d'Entraînement Commando, du Centre Militaire de Traitement Informatique, etc.

Bourgeoisie militaire

Malgré cette "modernisation" et ce professionnalisme de l'Armée qui est alors devenue un outil de défense bien structuré, équipé et servi par des hommes disponibles, déterminés et compétents, un élément clef de la nouvelle donne a échappé : la transition de l'appareil politique que le Pouvoir a minutieusement préparée et réussie s'est faite au détriment de la Grande Muette. Cette absence de remise à niveau, en dépit de quelques actions timides de dialogue civilo-militaire, était venue s'ajouter à d'autres facteurs, telles que l'insolente bourgeoisie militaire née des régimes d'exception, la déception et le désenchantement des jeunes officiers supérieurs lettrés et frustrés qui allaient faire naître chez eux l'esprit putschiste, etc.

Cela est d'autant plus vrai qu'au moment même où la réussite démocratique donnait un goût de "changement dans la continuité" qui laissera s'endormir sur ses deux lauriers ce premier régime démocratiquement élu, les jeunes militaires voyaient s'envoler sous leurs yeux, impuissants, leurs rêves ambitieux d'accéder au pouvoir, de s'enrichir trop et vite comme leurs supérieurs. De même que ce retour dans les casernes était perçu par ces jeunes officiers, comme une trahison puisqu'il épargnait nombre de hauts gradés restés à la tête de grandes institutions de l'Etat. Certains officiers supérieurs parmi les présumés putschistes continuent de reprocher au régime en place, le fait que ceux qui n'ont pas été atteints par la limite d'âge ou la maladie dirigent toujours ces institutions à gros

budgets. D'autres lui reprochent l'établissement de relations diplomatiques pleines et entières avec Israël. Voilà pourquoi, les grincements des dents des plus rebelles et les bruits de leurs bottes se sont fait remarquer. La sanglante tentative du 8 juin 2003 reposait avec acuité ce problème militaro-militaire et le président Ould Taya aurait lancé à l'adresse des hauts gradés de l'Armée qu'il avait réuni le surlendemain, 11 juin 2003 : "Vous ne vous occupez pas de vos hommes."

Développer le dialogue civilo-militaire

Seulement, il convient de rappeler que, vivant dans un univers en pleine mutation et à la recherche de nouveaux repères, la Mauritanie a besoin de la conjonction de tous les efforts d'imagination et d'action pour anticiper les incertitudes de ce siècle naissant et les solutions adaptées aux problèmes de sécurité et de développement qu'il nécessitera.

Cela est d'autant plus vrai que l'armée est une institution républicaine qui n'a pas vocation à jouer un rôle politique. Sa mission est de défendre la nation et d'être au service du pouvoir exécutif dont elle en est un démembré. Pour ce faire, conformément aux lois adoptées par le Parlement, elle accompli une mission légale sous le commandement de son chef suprême, le Président de la République. Tous les problèmes liés aux mécanismes de fonctionnement, de recrutement, d'avancement, d'émoluments, de prise en charge des militaires, de leur contrôle... doivent faire l'objet d'une reconsidération et les meilleures propositions pour faire des Forces Armées Nationales un acteur essentiel du développement économique, politique, social et culturel du pays doivent être retenues.

De même qu'il est nécessaire de casser la glace existant entre ce segment de la nation et ses autres composantes. Les militaires sont des citoyens qui, au même titre que les autres, participent à la construction du pays et sont donc soumis à ses lois. Ils gagneraient à être mieux connus, car leur œuvre de développement est louable et devra être mise en exergue par un rapprochement avec la société civile.

Le développement de ces relations mutuelles ne peut se faire sans un cadre fonctionnel et adapté de contrôle civil des Forces Armées Nationales (commission parlementaire), la détermination du rôle des Forces Armées Nationales en temps de paix et l'instauration de relations entre les Forces Armées Nationales et les médias.

CHEIKHNA OULD NENNI
& MOHAMED OULD KHATTAT